



La révolte des indigné-e-s. Notes depuis la Plaza Tahrir de Barcelone


Par [Josep Maria Antentas](#) et [Esther Vivas](#)

Mondialisation.ca, 27 mai 2011

esthervivas.wordpress.com 27 mai 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

 Il n'y a plus de doutes. Le vent qui a électrisé le monde arabe ces derniers mois, l'esprit des protestations répétées en Grèce, des luttes étudiantes en Grande-Bretagne et en Italie, des mobilisation anti-Sarkozy en France... est arrivé dans l'État espagnol.

Il n'y a plus de place pour le « business as usual ». Les confortables routines mercantiles de notre « démocratie de marché » et ses rituels électoraux et médiatiques se sont vus soudainement perturbés par l'irruption imprévue dans la rue et dans l'espace public d'une mobilisation citoyenne. Cette révolte des indigné-e-s inquiète les élites politiques, toujours mal à l'aise quand la population prend au sérieux la démocratie... et décide de la pratiquer pour son propre compte.

Il y a deux ans demi, quand la crise historique a éclaté en septembre 2008, les « maîtres du monde » ont connu un bref moment de panique, alarmés par l'ampleur d'une crise qu'ils n'avaient pas prévue, par l'absence d'instruments théoriques pour la comprendre et par la crainte d'une forte réaction sociale. Sont arrivées alors les proclamations creuses sur la « refondation du capitalisme » et les faux mea culpa qui se sont peu à peu évaporés, dès que le système financier a été sauvé, face à l'absence de toute explosion sociale.

La réaction sociale s'est faite attendre. Depuis l'éclatement de la crise, les résistances sociales sont relativement faibles. Il y a eu un énorme gouffre entre le discrédit du modèle économique actuel et sa traduction sous forme d'action collective. Plusieurs facteurs l'expliquent, en particulier la peur, la résignation face à la situation actuelle, le scepticisme par rapport aux syndicats, l'absence de référents politiques et sociaux et l'influence, parmi les salariés, des valeurs individualistes et consuméristes inculquées en permanence depuis des années par le système.

La révolte actuelle, cependant, ne part pas de zéro. Des années de travail à petite échelle des réseaux et mouvements alternatifs, d'initiatives de résistances à l'impact bien plus limité ont maintenu la flamme de la contestation pendant cette période difficile. La grève générale du 29 septembre avait ouvert une première brèche, mais la démobilisation ultérieure des directions des syndicats CCOO et UGT et la honteuse signature du Pacte social l'ont refermée en stoppant toute mobilisation syndicale. Avec comme conséquence le discrédit et la perte de tout prestige des syndicats majoritaires aux yeux de la jeunesse combative qui protagonise aujourd'hui les occupations.

Indignés et indignées !

« L'indignation », rendue populaire à travers le pamphlet de Stéphane Hessel, est une des idées-force qui définissent les protestations en cours. C'est la réapparition, sous une autre forme, du « Ya Basta ! » (« Assez ! ») lancé par les Zapatistes à l'occasion de leur

soulèvement le 1er janvier 1994 dans la première révolte contre le « nouvel ordre mondial » proclamé à l'époque par George Bush père après la Première guerre du Golfe, la disparition de l'URSS et la chute du Mur de Berlin.

« *L'indignation est un commencement. On s'indigne, on se soulève et puis on voit* » soulignait Daniel Bensaïd. Peu à peu, on est passé du malaise à l'indignation et de l'indignation à la mobilisation. Nous sommes face à une véritable « indignation mobilisée ». Du tremblement de terre de la crise commence à surgir le tsunami de la mobilisation sociale.

Pour lutter, il ne faut pas seulement du malaise et de l'indignation, il faut également croire dans l'utilité de l'action collective, dans le fait qu'il soit possible de vaincre et que tout n'est pas perdu avant même de commencer. Pendant des années, les mouvements sociaux dans l'État espagnol n'ont connu que des défaites. L'absence de victoires qui démontre l'utilité de la mobilisation sociale et qui augmente les attentes du possible ont pesé lourdement dans la lente réaction initiative face à la crise.

C'est précisément ici qu'entre l'immense contribution des révolutions dans le monde arabe aux protestations en cours. Elles nous montrent que l'action collective est utile, que, oui, « on peut le faire ». Il n'est donc pas étonnant que des ces révolutions, tout comme les victoires moins médiatisées du peuple islandais contre les banquiers et la caste politique, constituent, depuis le début, des références pour les manifestant-e-s et les activistes du mouvement actuel.

Ensemble avec la conviction que « c'est possible », que l'on peut changer les choses, la perte de la peur, dans un contexte de crise et de difficultés personnelles, est un autre facteur clé. « Sans Peur », c'est exactement l'un des slogans les plus exprimés ces derniers jours. La peur paralyse encore une grande majorité des travailleurs et des secteurs populaires, ce qui amplifie la passivité ou favorise les réactions xénophobes et peu solidaires. Mais la mobilisation du 15 mai et les occupations qui se répandent comme une traînée de poudre constituent un puissant antidote contre la peur.

Le Mouvement du 15 mai et les occupations ont une importante composante générationnelle. Comme à chaque fois qu'éclate un nouveau cycle de luttes, c'est une nouvelle génération militante qui émerge avec force, et la « jeunesse » en tant que telle acquiert visibilité et protagonisme. Mais si cette composante générationnelle est fondamentale, et s'exprime par exemple dans certains mouvements organisés tels que « Juventud Sin Futuro », il faut souligner que la protestation en cours n'est pas un mouvement générationnel. C'est un mouvement de critique du modèle économique actuel et des tentatives de faire payer la crise aux travailleurs dans lequel les jeunes ont un poids important. Le déficit est précisément que, comme dans tant d'autres occasions, la protestation de la jeunesse agisse comme un facteur déclenchant et un catalyseur d'un cycle de luttes sociales plus vaste.

L'esprit alterglobaliste est de retour

Le dynamisme, la spontanéité et l'impulsion des protestations actuelles sont les plus fortes depuis l'émergence du mouvement alterglobaliste il y a plus d'une décennie. Né au niveau international en novembre 1999 dans les protestations de Seattle pendant le sommet de l'OMC (bien que ses racines remontent au soulèvement zapatiste au Chiapas en 1994), la vague altermondialiste avait rapidement atteint l'État espagnol. Le référendum pour

l'annulation de la dette en mars 2000 (organisé le jour même des élections législatives et qui fut interdit dans plusieurs villes par la Junte Electoral) et la forte participation au contre-sommet de Prague en septembre 2000 contre la Banque mondiale et le FMI furent ses premières batailles, en particulier en Catalogne. Mais son caractère massif et large fut atteint avec les mobilisations contre le sommet de la Banque mondiale à Barcelone les 22 et 24 juin 2001, dont on fêtera sous peu le dixième anniversaire. Dix ans plus tard, nous assistons donc à la naissance d'un mouvement dont l'énergie, l'enthousiasme et la force collective n'a plus été observé depuis lors. Il ne s'agira donc pas d'un anniversaire nostalgique, bien au contraire. Nous allons le fêter avec la naissance d'un nouveau mouvement d'ampleur.

Les assemblées qui se sont tenues ces derniers jours sur la Place de la Catalogne (et, sans aucun doute, dans toutes les occupations qui ont lieu dans le reste de l'État espagnol, à commencer par celle de la Puerta del Sol à Madrid), nous ont offert des moments inoubliables, de cette sorte d'événements qui n'arrivent que peu de fois et qui marquent un avant et un après dans les trajectoires militantes de ceux qui y participent et dans la dynamique des luttes sociales. Le mouvement du 15 mai et les occupations sont d'authentiques « luttes fondatrices » et des symptômes clairs que nous assistons à un changement de cycle et que le vent de la révolte souffle à nouveau. C'est une véritable « génération Tahrir » qui émerge, comme l'a fait avant elle la « génération Seattle » ou la « génération Genova ».

A mesure que l'impulsion du mouvement « alterglobaliste » a parcouru la planète, pourchassant les sommets officiels à Washington, Prague, Québec, Göteborg, Gênes ou Barcelone, des milliers de personnes se sont identifiées à ces protestations et une grande quantité de collectifs de par le monde ont eu la sensation de faire partie d'un même mouvement commun, d'un même « peuple », le « peuple de Seattle » ou de « Gênes », de partager des objectifs communs et se sentir participant à une même lutte.

Le mouvement actuel s'inspire également de références internationales plus récentes et importantes de luttes et de victoires. Il cherche à se situer dans la constellation de mouvements aussi divers que les révolutions en Egypte et en Tunisie, des victoires en Islande, dans le contexte d'un combat général contre le capitalisme global et les élites politiques à sa solde. A l'intérieur de l'État espagnol, les manifestations du 15 mai, et aujourd'hui les occupations, exemplaires du point de vue de la simultanéité, de la décentralisation et de la coordination, tracent les contours d'une identité partagée et d'une communauté d'appartenance symbolique.

Le mouvement alterglobaliste a eu en ligne de mire, dans sa phase la plus élevée, les institutions internationales, OMC, BM, FMI et les multinationales. Ensuite, avec le déclenchement de la « guerre globale contre le terrorisme » lancée par Bush junior, la critique de la guerre et de la domination impérialiste ont acquis une forte centralité. Le mouvement actuel, par contre, axe sa critique contre la caste politique nationale, dont la complicité et la servilité face aux pouvoirs économiques ont été plus que jamais mises à nu avec la crise. « Nous ne sommes pas une marchandise aux mains des politiciens et des banquiers » proclamait l'un des principaux slogans du 15 mai. On relie ainsi la critique frontale de la caste politique, de la politique professionnelle, avec la critique, pas toujours bien articulée ou cohérente, du modèle économique actuel et des pouvoirs financiers. « *Capitalism ? Game over* ».

Vers l'avenir

L'avenir du mouvement initié le 15 mai est imprévisible. A court terme, le premier défi est de continuer à élargir les occupations en cours, à mettre en marche les villes qui ne sont pas encore touchées et à les maintenir, au moins, jusqu'au dimanche 22 mai. Il n'échappe à personne le fait que les journées du 21, « jour de réflexion » pré-électoral, et du 22, jour des élections, vont être décisifs. Le caractère massif des occupations sera alors fondamental.

Il est également nécessaire de mettre en avant de nouvelles dates de mobilisation, dans la suite directe de celle du 15 mai, afin de maintenir le rythme. Le défi principal est de préserver la dynamique simultanée d'expansion et de radicalisation de la protestation que nous avons connues ces derniers jours. Et, dans le cas spécifique de la Catalogne, de chercher des synergies entre la radicalité et la soif de changement du système, exprimés le 15 mai et dans les occupations, avec les luttes contre l'austérité, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. L'occupation de la Plaza Catalunya (rebaptisée « Plaza Tahrir » par les occupant-e-s, NdT) est devenue un point de rencontre, un puissant aimant, attirant de nombreux secteurs animant les luttes les plus dynamiques. Il s'agit d'amplifier son caractère de point de rencontre des résistances et des luttes qui permette de jeter des ponts, de faciliter le dialogue et de propulser avec force les mobilisations à venir. Établir des alliances entre les protestations en cours, entre les activistes non organisés, le syndicalisme alternatif et de combat, le mouvement des voisins, les collectifs de quartiers, tel est le grand défi des prochains jours.

« *La révolution commence ici* » chantions nous hier sur la Plaza Catalunya. Au moins, ce qui commence, c'est un nouveau cycle de luttes de masses. Ce qui ne fait pas de doute par contre, c'est que plus de dix ans après l'émergence du mouvement alterglobaliste et deux ans après l'éclatement de la crise, la révolte sociale est de nouveau à l'ordre du jour.

Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB).

Esther Vivas participe au Centre d'études sur les mouvements sociaux (CEMS) de l'Universitat Pompeu Fabra (UPF).

La source originale de cet article est esthervivas.wordpress.com

Copyright © Josep Maria Antentas et Esther Vivas, esthervivas.wordpress.com, 2011

Articles Par : **Josep Maria Antentas** et **Esther Vivas**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca